

ACTION URGENTE

DES JOURNALISTES RISQUENT UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

Les journalistes Sherwan Sherwani et Guhdar Zebari, emprisonnés dans la région du Kurdistan irakien depuis octobre 2020 après un procès manifestement inique, sont visés par de nouvelles accusations fallacieuses. Guhdar Zebari, qui devait être libéré le 16 août, a été informé le jour même qu'il avait été inculpé d'une autre infraction. Sherwan Sherwani devait être libéré le 9 septembre, mais un tribunal l'a condamné le 20 juillet à quatre années de prison supplémentaires. Les journalistes avaient initialement été condamnés à six ans de prison par le tribunal pénal d'Arbil en février 2021, en même temps que trois militants. Les trois militants ont été remis en liberté le 16 mars 2023. Sherwan Sherwani et Guhdar Zebari doivent être immédiatement libérés.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Dindar Zebari
Coordonnateur du gouvernement régional du Kurdistan pour le plaidoyer international
Erbil
Région du Kurdistan irakien
Courriel : dindar.zebari@gov.krd

Monsieur,

Je vous écris pour demander la libération immédiate des journalistes Guhdar Zebari et Sherwan Sherwani, qui sont emprisonnés depuis octobre 2020 après un procès manifestement inique. Alors que la date de leur libération était imminente, le parquet les a inculpés de nouvelles infractions forgées de toutes pièces, destinées à les maintenir derrière les barreaux. Avant leur arrestation, le journalisme de Guhdar Zebari et Sherwan Sherwani portait sur les droits humains, la liberté d'expression et la corruption dans la région du Kurdistan irakien.

Guhdar Zebari devait être libéré le 16 août 2023, mais l'Asayish, principal service de sécurité et de renseignement du Kurdistan irakien, l'a informé ce jour-là qu'il était maintenu en détention sur la base de nouvelles accusations. Il a entamé une grève de la faim le jour même, mais y a mis un terme depuis lors. Le 23 août 2023, l'Asayish l'a informé qu'il était inculpé pour détention d'une arme sans autorisation, en violation de l'article 15 de la loi n° 2 adoptée en 2022. Les avocats de Guhdar Zebari ont déclaré à Amnesty International que des agents de la sécurité publique avaient trouvé une arme de chasse ancienne non autorisée au domicile de sa sœur au moment de son arrestation, mais ont également signalé qu'il n'était pas illégal à l'époque que cette arme ne soit pas soumise à un permis.

Sherwan Sherwani devait être libéré le 9 septembre, mais le tribunal pénal d'Arbil l'a condamné le 20 juillet à quatre années de prison supplémentaires pour falsification de la signature de Guhdar Zebari sur une requête adressée à la prison de rééducation pour adultes d'Arbil - où Sherwan Sherwani et Guhdar Zebari sont actuellement détenus - pendant que Guhdar Zebari était à l'isolement. Cette requête demandait aux autorités pénitentiaires de ne pas tenir compte d'une demande antérieure de libération conditionnelle, parce qu'ils estimaient que cette démarche avait peu de chances d'aboutir. Lors de l'audience de Sherwan Sherwani, Guhdar Zebari a confirmé qu'il avait autorisé Sherwan Sherwani à signer la requête en son nom.

Les deux journalistes sont emprisonnés depuis le 7 octobre 2020 et ont été condamnés en février 2021 à six ans d'emprisonnement avec trois autres militants pour espionnage, sur la base de lois d'une portée trop étendue et aux définitions vagues. Leur procès a été entaché de graves atteintes au droit à un procès équitable et à une procédure régulière. En février 2022, le président du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani, a réduit de moitié la peine de Sherwan Sherwani et de 60 % les peines de Guhdar Zebari et des trois militants. Ces derniers, Hariwan Issa, Ayaz Karam et Shvan Saeed, ont été libérés en mars.

Je vous demande de libérer immédiatement Sherwan Sherwani et Guhdar Zebari, de respecter le droit à la liberté d'expression et de veiller à ce que les journalistes puissent faire leur travail sans craindre d'être arrêtés, poursuivis et emprisonnés arbitrairement.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

L'Asayish, principal organe de sécurité et de renseignement du gouvernement du Kurdistan irakien, a arrêté Sherwan Sherwani, Guhdar Zebari, Hariwan Issa, Ayaz Karam et Shvan Saeed en octobre 2020. Le 16 février 2021, le tribunal pénal d'Arbil a condamné ces cinq personnes à six ans d'emprisonnement à l'issue d'un procès manifestement inéquitable, pour les infractions suivantes : « espionnage pour le compte d'acteurs étrangers ; transmission au Parti des travailleurs kurdes (PKK) d'informations sensibles ; mise en danger de la vie de hauts responsables régionaux du Kurdistan et de responsables étrangers en recueillant des informations à leur sujet ; et collecte d'armes dans l'intention de les procurer à un groupe armé non identifié. »

Amnesty International a examiné un exemplaire du jugement, qui indique que ces cinq hommes ont été condamnés à des peines d'emprisonnement en vertu des dispositions de l'article premier de la Loi n° 21 de 2003 du Parlement du Kurdistan irakien et des articles 47, 48 et 49 du Code pénal irakien. Ces lois sont rédigées en termes vagues et donnent des définitions trop larges prévoyant des poursuites pour des actes ne constituant pas des infractions reconnues par le droit international.

Le procès de 2021 a été marqué par de graves violations du droit à un procès équitable, notamment par des allégations de torture qui n'ont pas fait l'objet d'une enquête, l'utilisation d'aveux extorqués sous la torture pour condamner les accusés, et le refus d'autoriser les avocats de la défense à accéder en temps voulu aux dossiers de l'affaire. Grâce aux informations obtenues à partir des appareils électroniques de Sherwan Sherwani, la principale preuve apportée contre lui devant le tribunal était la création d'un groupe de messagerie, qu'il était accusé d'avoir créé à des fins d'espionnage et pour partager des informations gouvernementales sensibles. Le Premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan, Masrour Barzani, avait déjà affirmé que les détenus étaient des « espions » et des saboteurs, et les avait accusés de travailler pour des gouvernements étrangers afin de planifier des attentats terroristes.

Le 28 avril 2021, la Cour d'appel a confirmé la condamnation à six ans de prison des cinq accusés. Dans son jugement, la Cour a rejeté leurs allégations de torture et de mauvais traitements, invoquant l'absence de preuves, tout en confirmant les accusations portées contre eux par le ministère public.

Le 2 mars 2022, Nechirvan Barzani, président du gouvernement régional du Kurdistan, a réduit les peines des journalistes et des militants. Hariwan Issa, Ayaz Karam et Shvan Saeed ont été libérés en mars de cette année. La peine de Sherwan Sherwani a été réduite de moitié et il devait être libéré le 9 septembre 2023. La peine de Guhdar Zebari a été réduite de 60 % et sa libération était initialement prévue pour le 16 mars. Toutefois, avant sa libération, le tribunal l'a condamné à sept mois d'emprisonnement supplémentaires pour avoir prétendument modifié le logo de sa voiture, de Daewoo à Toyota, en violation de l'article 279 du Code pénal. Les avocats de Guhdar Zebari ont déclaré aux médias que la modification du logo avait été effectuée avant l'achat du véhicule par Guhdar Zebari et que cette accusation n'était qu'une « excuse » pour le condamner à une peine d'emprisonnement supplémentaire.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : kurde, anglais, arabe
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 19 octobre 2023
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Sherwan Sherwani (il), Guhdar Zebari (il)